



MORE THAN FOOD

LES NOUVELLES DU TERRAIN 



SOMMAIRE

Focus :
Souveraineté alimentaire :
qui décide de ce que nous
mangeons ?

- Actualités du terrain
- Interview d'une volontaire
européenne à Teranga
- Au Luxembourg

Faites un don 

 LU22 1111 0055 5526 0000

Souveraineté alimentaire : qui décide de ce que nous mangeons ?

Produire davantage ne suffit pas à faire reculer la faim. Encore faut-il que les populations puissent accéder à la terre, à l'eau et aux semences, vivre dignement de leur travail, accéder aux marchés locaux et choisir la manière dont elles souhaitent se nourrir. C'est tout le sens de la souveraineté alimentaire, une vision placée au cœur de l'action de SOS Faim.

Avoir à manger, mais aussi pouvoir choisir

La sécurité alimentaire désigne l'accès de toutes et tous, à tout moment, à une alimentation suffisante. Mais cet objectif peut être atteint sans que les populations maîtrisent leur approvisionnement. Elles peuvent alors rester dépendantes d'acteurs extérieurs qui déterminent quels aliments sont disponibles et d'où ils proviennent. La souveraineté alimentaire va plus loin : **elle permet de produire soi-même ce dont on a besoin, tout en décidant de ce qui est produit, comment, par qui et à quel prix.**

Formulé en 1996 par le mouvement paysan international La Via Campesina, ce concept défend **le droit des peuples à définir leurs politiques et pratiques agricoles et alimentaires**. Il place les personnes qui produisent, transforment et consomment les aliments au centre des décisions et encourage une agriculture adaptée aux réalités locales, respectueuse de l'environnement et capable d'assurer un revenu digne.

La souveraineté alimentaire ne signifie pas se replier sur soi-même et fermer les frontières, **mais redonner aux populations une véritable capacité de choix face aux décisions prises loin de leurs territoires.**

Une faim aussi produite par les inégalités

Aujourd'hui, ce pouvoir échappe encore trop souvent à celles et ceux qui nous nourrissent. Dans de nombreux pays, les productions locales doivent rivaliser avec des aliments importés vendus à bas prix.

Les agriculteur-rices dépendent parfois de semences commerciales, d'engrais ou de pesticides coûteux, tandis que les règles et les prix des marchés leur échappent. Certaines terres autrefois consacrées à nourrir les populations locales servent désormais aux cultures d'exportation, qui bien souvent servent à nourrir les animaux que nous élevons.

Un pays peut donc exporter des richesses agricoles tout en dépendant des importations pour nourrir sa population. Une famille paysanne peut récolter sans vivre correctement de son travail. La faim ne résulte alors pas seulement d'un manque de nourriture, mais aussi d'**un partage inégal des ressources et du pouvoir de décision.**

Chez SOS Faim, nous considérons que lutter contre la faim ne consiste pas seulement à aider les familles paysannes à produire davantage. Il faut aussi défendre leurs droits à maîtriser leurs moyens de production, à vivre dignement de leur travail et à peser sur les décisions qui façonnent leur agriculture et leur alimentation. C'est pourquoi nous soutenons des **organisations africaines qui agissent à la fois sur le terrain en proposant des solutions concrètes aux agriculteur-rices et dans le débat public, pour conscientiser les décideurs politiques et les citoyen-nes.**





Trois partenaires, trois façons de reprendre la main

CGLTE-OA : défendre les droits et porter la voix des peuples

À travers l'Afrique de l'Ouest, la Convergence Globale des Luites pour la Terre et l'Eau (CGLTE-OA) fédère quinze plateformes nationales. Elle défend les communautés confrontées à l'accaparement des terres et à la marchandisation de ressources indispensables à leur subsistance.

En 2026, la CGLTE-OA a joué un rôle central dans l'organisation du 17e Forum social mondial (FSM) au Bénin. Le FSM est un espace international de rencontre entre mouvements sociaux et organisations de la société civile. Les délégations y partagent leurs expériences, renforcent leurs alliances et élaborent des propositions communes face aux défis sociaux, économiques et environnementaux. Malheureusement, alors que des délégations venues de plus d'une centaine de pays avaient fait le déplacement, l'ouverture du FSM a été reportée et plusieurs participant-es ont été refoulé-es aux frontières. Le Forum a finalement pu se tenir du 6 au 8 août à l'Université d'Abomey-Calavi, avec un programme raccourci consacré notamment aux biens communs, à l'agroécologie et à la souveraineté alimentaire.

Cet épisode rappelle qu'il ne peut y avoir de souveraineté alimentaire sans espace démocratique permettant aux citoyen-nés et aux paysan-nés de se réunir, de s'organiser et de défendre leurs droits.

AEC : informer pour défendre la souveraineté alimentaire

Au Niger, Alternative Espaces Citoyens (AEC) anime l'Observatoire sur le droit à l'alimentation et la souveraineté alimentaire. Ses relais régionaux enquêtent sur la situation alimentaire et les réponses publiques, puis diffusent leurs constats dans des rapports et des émissions radiophoniques. En 2025, AEC a produit et animé plus de 100 émissions retransmises dans toutes les régions du pays.

Malgré la fermeture de l'espace civique, AEC continue d'organiser des rencontres entre organisations paysannes

et société civile. Car la souveraineté alimentaire suppose aussi de pouvoir accéder à une information indépendante, interpellier les responsables publics et participer aux décisions qui façonnent l'alimentation.

FONGS : valoriser les exploitations familiales et les aliments locaux

Au Sénégal, la Fédération des organisations non gouvernementales du Sénégal (FONGS) accompagne les organisations paysannes et les exploitations familiales. En 2025, elle a travaillé avec 120 exploitations et soutenu six initiatives économiques. Lors de la Foire internationale de l'agriculture et des ressources animales de Dakar, ses membres ont présenté 132 produits, notamment à base de céréales locales.

Produire localement ne suffit pas si les familles paysannes ne peuvent ni transformer leurs récoltes, ni trouver des débouchés, ni obtenir un prix juste. En renforçant les filières locales, la FONGS aide les exploitations familiales à conserver une plus grande part de la valeur créée et facilite, pour les populations, l'accès à des aliments produits localement.

Des choix qui nous concernent aussi

Défendre une terre, préserver une semence, transmettre une pratique agroécologique, valoriser une céréale locale ou porter la voix des paysan-nés : toutes ces actions s'inscrivent dans un même mouvement.

Cette question nous concerne aussi au Luxembourg. Nos choix de consommation et les politiques agricoles et commerciales européennes ont des répercussions dans d'autres régions du monde. Chez SOS Faim, nous sensibilisons le public et interpellons les responsables politiques. Car défendre la souveraineté alimentaire exige de la cohérence : les décisions prises ici ne doivent pas réduire, ailleurs, la capacité des populations à choisir leur propre modèle agricole et alimentaire.

ACTUALITÉS DU TERRAIN

XAM SA AALAM

JEU DE CARTES PÉDAGOGIQUES

APPRENDRE • COMPRENDRE • AGIR POUR L'ENVIRONNEMENT



SÉNÉGAL - ENDA PRONAT

Un jeu de cartes pour sensibiliser les jeunes à l'environnement

Enda Pronat a développé Xam sa Aalam (« Connaître son environnement »), un jeu de cartes pédagogique conçu dans le cadre du projet « Action Climatique Féministe en Afrique de l'Ouest ». Destiné aux jeunes, il favorise un apprentissage ludique des enjeux environnementaux et climatiques. Cet outil soutient les clubs environnement et encourage l'adoption de comportements responsables au sein des établissements scolaires.

NIGER - AEC

Des séminaires dans tout le pays pour défendre le droit à l'alimentation

Alternative Espaces Citoyens (AEC) a organisé une série de séminaires dans plusieurs régions du pays afin de promouvoir le droit à l'alimentation et la souveraineté alimentaire. Réunissant organisations paysannes, jeunes, femmes et organisations de la société civile, ces rencontres ont permis d'échanger sur les enjeux de l'accès à l'alimentation, la campagne agro-pastorale et les réponses à apporter face à l'insécurité alimentaire.



ÉTHIOPIE - BUUSAA GONOFA ET WASASA

Penser la microfinance de demain

Les partenaires Buusaa Gonofaa MFI et Wasasa MFI ont participé à l'International Conference on Next-Generation Microfinance à Addis-Abeba. L'événement a mis en lumière les innovations en faveur de la finance inclusive et lancé le programme NAFIR, destiné à renforcer le financement des petits exploitants agricoles. Les échanges ont également souligné le rôle clé des institutions de microfinance dans le développement des communautés rurales.





MALI - UACDDDD

Des acteurs locaux mobilisés pour l'agroécologie

Au Mali, notre partenaire UACDDDD a réuni les autorités locales, les services techniques de l'État et les acteurs du territoire dans le cadre du projet « Développement des terroirs en agroécologie paysanne ». Les échanges ont permis de définir des recommandations pour mieux protéger les forêts, les cours d'eau et les terres agricoles. Une démarche collective pour préserver les ressources naturelles et renforcer la résilience des communautés rurales.

BURKINA FASO - PRODIA AC

Mieux communiquer pour faciliter l'accès au crédit

Au Burkina Faso, l'institution de microfinance PRODIA AC mise sur une communication plus efficace pour faciliter l'accès au crédit aux petits producteurs et entrepreneurs. En rendant ses offres plus compréhensibles et en valorisant les réussites de ses bénéficiaires, elle souhaite renforcer la confiance des populations et encourager le développement d'activités économiques locales.



BÉNIN - ANOPER

Une étude pour mieux comprendre l'évolution du pastoralisme

ANOPER a publié une grande étude consacrée aux profondes transformations de l'élevage de ruminants au Bénin. Basée sur plus de dix ans de suivi d'exploitations familiales, elle met en lumière les défis liés au foncier, au changement climatique et à l'insécurité, tout en identifiant des pistes pour renforcer un élevage familial durable.

« À Teranga, j'ai trouvé ma place ! »

Entretien avec Jeanne Desserre, 20 ans, volontaire européenne à Teranga dans le cadre du Service national de la jeunesse (SNJ).



À 20 ans, Jeanne Desserre a quitté Berlin pour rejoindre Teranga, à Schiffange, en tant que volontaire européenne dans le cadre du Service national de la jeunesse (SNJ). Pendant près d'un an, elle a participé à la vie de ce tiers-lieu créé par SOS Faim en 2024 pour sensibiliser le public aux enjeux agricoles et alimentaires. Cette action menée au Luxembourg place la jeunesse, l'expérimentation et la transmission au cœur du changement.

Pourquoi as-tu choisi de rejoindre Teranga ?

Jeanne Desserre : Après mon baccalauréat, je voulais prendre une année pour m'engager dans un projet, si possible dans un autre pays européen. En Allemagne, ce type de volontariat est assez répandu avant de commencer ses études. Teranga m'a attirée par son lien avec l'écologie, l'alimentation et la sensibilisation du public. J'ai aussi compris que je pourrais proposer mes propres idées, et pas seulement suivre des tâches déjà définies.

Quelles étaient tes missions au quotidien ?

Jeanne Desserre : J'accueillais le public lors des permanences et je participais à l'organisation des ateliers et des événements.

Je contribuais aussi à la communication : réseaux sociaux, agendas, affiches et textes. Comme je souhaite m'orienter vers le journalisme, cette partie m'a beaucoup plu. Progressivement, j'ai également pu imaginer et animer mes propres activités, de leur conception à l'accueil des participant·es.

Quels projets t'ont particulièrement marquée ?

Jeanne Desserre : J'ai conçu un atelier de fabrication de sorbets. Nous sommes allés cueillir des mûres, puis nous avons suivi toutes les étapes de leur transformation. J'avais aussi présenté des fleurs comestibles du jardin de Teranga. J'ai ensuite animé un atelier de thés glacés préparés avec des herbes cultivées sur place. C'était la première fois que j'organisais seule des activités de A à Z. J'étais stressée, mais les retours ont été très positifs. Les activités menées avec les maisons relais m'ont appris à adapter la transmission au public. Avec les enfants, il faut rendre les sujets concrets, ludiques et créatifs. À Teranga, on ne fait pas que donner des informations : on crée des occasions de se rencontrer, d'expérimenter et d'échanger.

Qu'as-tu appris au cours de cette année ?

Jeanne Desserre : J'ai surtout gagné en autonomie et en confiance. C'était la première fois que je vivais loin de mes parents et dans un autre pays. J'ai aussi appris à préparer un atelier, anticiper les besoins et m'adapter aux imprévus. Travailler avec un autre volontaire a été très enrichissant : nous pouvions partager les responsabilités et apprendre l'un de l'autre. Une véritable amitié s'est créée.

Cette expérience a-t-elle changé tes projets ?

Jeanne Desserre : Elle n'a pas changé mon envie de travailler dans le journalisme ou l'écriture. En revanche, elle m'a donné envie de continuer à m'engager dans une association pendant mes études ou plus tard. À Teranga, j'ai vu concrètement l'utilité de ce que nous faisons. À la personne qui me remplacera, je conseillerais d'essayer des choses nouvelles, de proposer ses idées et de sortir de sa zone de confort. J'espère surtout qu'elle trouvera sa place ici, comme j'ai trouvé la mienne.

Au Luxembourg

Un sandwich, un geste solidaire

Le 11 juin, Best Veggie Tables et Luxorino se sont mobilisés aux côtés de SOS Faim dans le cadre des Déjeuners solidaires. Imaginé par Laurence Schwob de Best Veggie Tables, le sandwich végétarien Pinkorino a permis de récolter 163,50€ au profit de SOS Faim. Une belle démonstration qu'un simple déjeuner peut aussi contribuer à faire avancer la solidarité.



Faire un don avec sa carte Pluxee, c'est possible !

Le 30 juin, SOS Faim a été invitée dans les locaux de Franklin Templeton pour présenter ses actions aux collaborateurs. À cette occasion, Aurore Kremer, Marketing Manager chez Pluxee, a expliqué comment utiliser la carte Pluxee Lunch pour faire un don à SOS Faim, la seule ONG au Luxembourg à bénéficier de ce dispositif. Les employés ont ainsi donné 1 338 €, une somme doublée par Franklin Templeton, portant le soutien total à 2 676 €.



Charity Run 2026

Le 4 juillet 2026, le Centre d'Incendie et de Secours de Schiffflange a organisé la première édition de son Charity Run. Grâce à la mobilisation des participant-es, des bénévoles et des partenaires, 2 500 € ont été récoltés au profit de SOS Faim et du Plooschter Projet. Face au succès de cette première édition, les organisateurs ont déjà annoncé une nouvelle édition en 2027, qui soutiendra à nouveau les deux associations.



« Transitions justes » : un nouveau programme d'Éducation à la Citoyenneté Mondiale

Le 6 juillet, SOS Faim, l'ASTM et Iles de Paix Luxembourg ont signé le programme commun « Transitions justes », qui sera mis en œuvre de 2026 à 2030. Lancé dans le cadre de la réforme de l'Éducation à la Citoyenneté Mondiale, il sensibilisera notamment les jeunes aux enjeux climatiques, alimentaires et démocratiques. À travers l'éducation, le dialogue et l'engagement citoyen, les trois organisations souhaitent contribuer à construire des sociétés plus justes, durables et solidaires.





Éditrice responsable :

Delphine Dethier
17-19 Av. de la Libération
L-3850 Schifflange

Rédaction :

Jérémy Loeung

Graphisme :

Intrépide Studio
2b rue Nicolas Bové
L-1253 Luxembourg

Impression :

Schlimé,
19 Rue de l'Industrie,
L- 8069 Bertrange

Le magazine est imprimé sur
du papier recyclé.

Photo de couverture :

© SOS Faim

Nombre d'exemplaires :

3.600

Périodicité :

Trimestriel

Numéro du magazine :

N°11

Si vous souhaitez vous désinscrire de nos
bulletins d'informations ou modifier vos
coordonnées, envoyez-nous un e-mail à
l'adresse:

➔ DONATEUR@SOSFAIM.ORG



Grâce à votre
application
mobile Payconiq
FAITES UN DON

Faites un don

LU22 1111 0055 5526 0000

VIREMENT

Un caractère MAJUSCULE (BLEU ou NOIR) ou signe par case en cas d'écriture manuscrite

Code BIC de la banque du bénéficiaire		EUR ou	Montant
C C P L L U L L			
N° de compte du bénéficiaire			
I B A N L U 2 2 1 1 1 1 0 0 5 5 5 5 2 6 0 0 0 0			
Nom de la banque du bénéficiaire (uniquement si code BIC non indiqué)		Code Pays	
Nom et adresse du bénéficiaire		Code Pays de résidence	
S O S F A I M O N G A S B L			
L - 3 8 5 0 S C H I F F L A N G E		Reporting	
Communication au bénéficiaire		Avis de débit	
V O I R L E T T R E D O N A T E U R S			
N° de compte du donneur d'ordre			
Nom et adresse du donneur d'ordre (Max. 4 lignes)		Date d'exécution souhaitée	
		Frais à charge (par défaut = PARTAGÉS)	
		OU	
		PARTAGÉS Bénéficiaire Donneur d'ordre	
		Date et Signature	